

2012 - Cadre stratégique commun du système d'information de l'Etat.

[...] consolidation, virtualisation, industrialisation des processus, orientation service) et d'expérimenter le « cloud computing » ; de faire converger les cadres d'architecture et renforcer les règles d'interopérabilité [...] de nouveaux usages. Ces architectures ont a priori vocation à fonctionner sur des services de « cloud computing » pour permettre leur mise à disposition rapide et leur croissance en fonction de l'usage [...]

2012 - Circulaire interministérielle de mise en œuvre du dispositif de protection du potentiel scientifique et technique de la nation

« Il convient notamment de porter une attention particulière au recours, par les unités de recherche ou de production, aux solutions d'externalisation de l'hébergement des données et des systèmes chez un tiers indépendant (« nuage informatique » ou « Cloud Computing »).

Une analyse de risques doit être conduite, préalablement au développement de tels projets, en vue d'instituer un ensemble de mesures d'encadrement, conciliant les impératifs économiques et techniques des unités concernées, leurs méthodes de travail et les besoins de protection du potentiel scientifique et technique national. L'externalisation hors du territoire national des données informatique nécessite de bénéficier de conditions contractuelles, techniques, juridiques et de sécurité équivalentes à celles d'un contrat conclu avec un prestataire établi et opérant sur le territoire national. »

2013 - Archivage des documents dématérialisés par les collectivités locales Question écrite n° 08479 de M. Hervé Maurey (Eure - UDI-UC) publiée dans le JO Sénat du 10/10/2013 - page 2946

La question, dont le sujet était la transmission sous forme électronique des pièces comptables (application « Hélios ») ou les actes soumis au contrôle de légalité (aide au contrôle de légalité dématérialisé - ACTES), portait sur le fait que le stockage en « cloud » appelle un certain nombre de précautions telles que la localisation du prestataire, les conditions de stockage, la protection des données, les délais de récupération etc.

La réponse soulignait déjà les éléments suivants « **il est conseillé aux collectivités de faire appel à des « clouds souverains** » dont les serveurs sont installés sur le territoire national, et de mettre en place un encadrement contractuel fort des missions du prestataire en termes d'audit, de continuité et de réversibilité du service. Il existe actuellement deux opérateurs de clouds souverains, Numergy et Cloudwatt, opérationnels depuis 2013. »

2016

On découvre la publication de la note d'information [DGP/SIAF/2016/006](#) du 5 avril 2016 cosignée par le SIAF et la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) relative à l'informatique en nuage (*cloud computing*). Celle-ci a été publiée sur le site du SIAF puis « annulée » car considérée comme illégale.

Interrogé par différents magazines ou revues spécialisées, le SIAF précise que cette "note d'information" (*rappelant, selon le SIAF, le cadre légal applicable, mais elle n'introduisant aucune disposition juridique nouvelle*) faisait suite à des demandes de collectivités locales sur les conditions juridiques de l'externalisation de l'hébergement de leurs données, notamment sur Office 365 ou Google for Work.

Or, sur la base d'une analyse juridique, le SIAF considérait que "ces données sont en droit des archives publiques régies par le code du patrimoine".

Ainsi, pour le SIAF et la direction générale des collectivités locales, le code du patrimoine devait s'appliquer notamment le Livre deux régissant les archives.

[Les articles L 211.1](#) et [L 211.4](#) du code du patrimoine indiquent que les documents et données numériques produits par les personnes publiques et privées exerçant une mission de service public relèvent dès leur création du régime juridique des archives publiques. Les collectivités territoriales sont visées à l'article [L 211.4](#) du code du patrimoine.

Et du fait de ce statut, il convient de se reporter à [l'article L111.1 du code du patrimoine](#). Les "archives publiques sont des trésors nationaux." Voir également [l'article L. 2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques](#)).

Il convient d'avoir à l'esprit qu'il n'existe pas de définition « close » de Trésor National ». on peut même avoir à l'esprit qu'une proposition de loi sur le sujet avait été déposée en 1999 / 2000

[Proposition de loi relative à la protection des trésors nationaux \(senat.fr\) \(Rapport\)](#)

[Proposition de loi relative à la protection des trésors nationaux \(senat.fr\)](#)

Ainsi un « trésor national » ne peut sortir du territoire douanier français, sinon à titre temporaire et après autorisation du ministère de la Culture. Il est possible d'en déduire que les données d'une administration doivent alors être conservées sur le territoire Français.

2018

[Circulaire du 8 novembre 2018 relative à la doctrine d'utilisation de l'informatique en nuage par l'Etat](#)

Qui souligne déjà : « *L'utilisation du cloud computing, en raison du recours à des prestataires externes, implique des problématiques de maîtrise des données, de réversibilité, de sécurité informatique et de souveraineté.* » et notamment « ***la souveraineté, entendue comme une autonomie de décision des règles à appliquer et une autonomie d'actions pour protéger les données et systèmes les plus sensibles;*** »

2019

Sous l'impulsion du Ministre de la justice et de la sécurité de Néerlandais et de l'EDPB (Comité Européen de Protection des Données), un groupe de travail nommé "The Hague Forum for Cloud Contracting" a commencé à travailler sur les contrats Cloud avec les GAFAM, et plus particulièrement sur celui de Microsoft...qui héberge des données personnelles.

==> Le site ci-dessous invitait à prendre attache avec le ministère de la justice et de la sécurité pour faire partie du groupe de travail européen qui s'adresse au secteur public. (SLMMicrosoft@minjenv.nl)
<https://slmmicrosoftrijk.nl/the-hague-forum-for-cloud-contracting/>

==> le site ci-après donnait l'avancement des travaux, la dernière réunion ayant été reportée en raison de la COVID-19 : <https://thehagueforumforcloudcontracting.eu/>

Le groupe ne semble plus être actif.

Février 2021 [Code de conduite proposé par le Cloud Infrastructure Service Providers Europe \(CISPE\) propose un code de conduite pour les fournisseurs de services d'infrastructure cloud \(IaaS\)](#)

Le 9 février 2021, Afin de réduire un peu les risques en attendant que l'enquête soit finie et des solutions trouvées, le Cloud Infrastructure Service Providers Europe (CISPE) propose un code de conduite pour les fournisseurs de services d'infrastructure cloud (IaaS) leur imposant un certain nombre de mesures complémentaires, les entreprises concernées, notamment les GAFAM peut y adhérer. **Ce code est adopté par la CNIL comme outils juridiquement contraignant au titre du RGPD** (si les adhérents ne le respectent pas ils peuvent avoir une sanction) **le 3 juin 2021**

L'adhésion n'emporte pas une conformité mais montre la bonne foi

[edpb_opinion_202117_cispecode_fr.pdf \(europa.eu\)](#)

[La CNIL approuve le premier code de conduite européen dédié aux fournisseurs de services d'infrastructure cloud \(IaaS\) | CNIL](#)

[Délibération n°2021-065 du 3 juin 2021 portant approbation du code de conduite européen porté par Cloud Infrastructure Service Providers Europe \(CISPE\)](#)

[Délibération n°2021-076 du 17 juin 2021 portant agrément de EY CERTIFYPOINT B.V. en tant qu'organisme de contrôle du code de conduite européen porté par CISPE \(Cloud Infrastructure Service Providers Europe\)](#)

[Délibération n° 2021-112 du 23 septembre 2021 portant agrément du Laboratoire national de métrologie et d'essai \(LNE\) en tant qu'organisme de contrôle du code de conduite européen porté par CISPE \(Cloud Infrastructure Service Providers Europe\)](#)

[IaaS : le code de conduite du CISPE passe la case CNIL | Silicon](#)

[CISPE - Code of Conduct, for Cloud Infrastructures Services](#)

[Public register \(codeofconduct.cloud\)](#)

[Google Cloud adopts EU GDPR Cloud Code of Conduct | Google Cloud Blog](#)

Dernière Adhésion :

[Google Cloud adopts EU GDPR Cloud Code of Conduct | Google Cloud Blog](#)

Mai 2021 - [La CNIL appelle à des évolutions dans l'utilisation des outils collaboratifs états-unis pour l'enseignement supérieur et la recherche | CNIL](#)

Avec un souhait de sensibiliser pas que l'enseignement supérieur mais bien toutes les entreprises concernées par les outils étasuniens.

En juin 2021 a été lancée (par l'EDPB) une enquête sur l'utilisation des Cloud proposés par les entreprises étasuniennes (Azure Et AWS), principalement dans le cadre de leur utilisation par la Commission Européenne, mais l'objectif étant de bien comprendre les risques liés aux réglementations extra territoriales pouvant permettre à des états d'accéder aux données sur réquisition (enquête lancée suite à l'arrêt SCHREMS II)

[Bruxelles lance une enquête sur la conformité au RGPD des services d'Azure et AWS - ZDNet](#)

[Union européenne: Enquête sur l'utilisation des services "cloud" d'Amazon et Microsoft - Challenges](#)

[The EDPS opens two investigations following the "Schrems II" Judgement | European Data Protection Supervisor \(europa.eu\)](#)

Le 5 juillet 2021 Circulaire du 1^{er} Ministre sur le Cloud indiquant les pré requis pour l'état

Judi 15 Juillet 2021 Assemblée Nationale :[Mission d'information sur la construction d'une indépendance stratégique de l'Europe : Audition commune de Mme Servane Augier, directrice générale déléguée de 3DS OUTSCALE, M. Michel Paulin, directeur général d'OVHcloud, et Mme Karine Picard, directrice générale d'Oracle France](#)

Cloud souverain, avenir et règles pour les collectivités territoriales

Le 15 septembre 2021 la note de la DINUM sur le " Cloud au centre"

En octobre 2021 : La Global Privacy Assembly (les CNIL mondiales qui se réunissent en assemblée) : les CNILs mondiales qui ont adopté une résolution visant à réguler et réduire au maximum la possibilité aux états d'accéder - via des réglementations extra territoriales - aux données des personnes physiques. La résolution a été portée par la France, le Canada et le Japon avec de nombreux co sponsors, **trois pays se sont abstenus : Les Etats-Unis, Hong-Kong et la Chine.**

Cette position a été adoptée "TENANT COMPTE des importantes initiatives internationales en cours et des discussions à divers forums (par exemple Conseil de l'Europe, OCDE, G20/G7, Nations Unies) ainsi que des négociations bilatérales et dispositions relatives à l'accès du gouvernement aux données

personnelles détenues par le secteur privé pour à des fins de sécurité nationale et de sécurité publique.
"

[20211025-GPA-Resolution-Government-Access-Final-Adopted .pdf](#)
([globalprivacyassembly.org](#)) (document en langue anglaise).

Novembre 2021

Lundi 8 Novembre après-midi, la CNIL a organisé un évènement appelé AIR sur la donnée, son ouverture et l'éthique.

A cette occasion Amelie de MONTCHALIN a ouvert l'évènement avec une allocution sur la stratégie nationale concernant la donnée et en évoquant deux points importants dont celui du Cloud.

En minute 25 - le Cloud Souverain, en rappelant la circulaire du 1er Ministre, la note de la DINUM et le fait que 136 millions d'euros seront investis dans le plan de relance pour aider les collectivités à travailler sur des solutions souveraines : ces annonces ont faites plus officiellement, selon son discours, une semaine à 10 jours après.

Replay

[Air2021-Ouverture-et-partage-des-donnees.mp4 \(streamfizz.live\)](#)

En minute 27: l'ouverture des données et justement le fait que ce soit fait également pour les chercheurs, et valoriser la recherche et les talents français.

Février 2022

- [L'annonce de l'EDPB](#) (en anglais pour l'instant) annonce des investigations sur l'utilisation du cloud par le secteur public. Comité Européen de la Protection des Données (EDPB) est un organe européen indépendant qui contribue à l'application cohérente des règles en matière de protection des données au sein de l'Union européenne et encourage la coopération entre autorités de l'UE chargées de la protection des données.
<https://www.euractiv.com/section/data-protection/news/hold-european-data-authorities-launch-a-joint-investigation-on-the-public-sectors-use-of-cloud/>
- L'autorité belge a un [communiqué en français](#) qui fait référence à un questionnaire envoyé à "deux importants fournisseurs ICT d'organisations publiques" et "5 organisations publiques".
- C'est dans ce cadre que [La CNIL annonce brièvement des procédures](#) de contrôle visant cinq ministères

Mars 2022

- **2022 – “Construire la souveraineté numérique de l'Europe “ organisée à Paris les 7 et 8 février 2022**

7 milliards d'euros dédiés au développement du cloud souverain européen. C'est l'une des grandes mesures annoncées dans le cadre de la conférence ministérielle “Construire la souveraineté numérique de l'Europe “ organisée à Paris les 7 et 8 février 2022.

Le but de la conférence : dresser le bilan des avancées obtenues ces dernières années et présenter une feuille de route commune pour garantir une véritable souveraineté technologique vis-à-vis des États-Unis et de la Chine.

Cet article propose de revenir sur la construction d'une [souveraineté numérique](#) à l'échelle européenne et d'en détailler les principaux enjeux pour les années à venir.

- **2022 – La Région Grand Est souhaite créer un cloud souverain régional pour prévenir les risques**

La Région Grand Est prépare la création d'un cloud souverain. Il s'agit d'un système de stockage sécurisé et localisé des données pour les institutions publiques de la région, afin de prévenir les risques informatiques.

Une agence régionale de cybersécurité va être créée en parallèle pour faire face aux attaques

employeurs.

L'utilisation de l'informatique en nuage (cloud)

Le recours aux technologies de l'informatique en nuage (plus connues sous le nom de « cloud ») est en développement constant dans le secteur privé comme dans le secteur public. Ces nouveaux mécanismes sont susceptibles de comporter des risques pour la protection des données personnelles notamment de [transferts massifs de données hors de l'Union européenne](#) vers des pays n'assurant pas un niveau de protection adéquat ou de [violation de données](#) en cas de mauvaise configuration.

Au regard de ces enjeux, la CNIL considère nécessaire que ces technologies, devenues incontournables, fassent **l'objet d'une attention particulière**. Elle approfondira, tout au long de l'année, les questions relatives aux transferts de données et à l'encadrement des relations contractuelles entre responsables de traitement et sous-traitants fournisseurs de solution *cloud*.

Cloud : l'action de la CNIL au sein d'un groupe de travail européen

La thématique prioritaire du *cloud* s'inscrit également dans l'[action du premier cadre d'application coordonné \(coordinated enforcement framework en anglais\)](#) du Comité européen de la protection des données (CEPD). 22 autorités de contrôle vont, dans les prochains mois, **lancer des investigations sur l'utilisation, par le secteur public, de services utilisant le cloud.**

Il s'agit d'une action clé de la stratégie du CEPD pour les années 2021-2023 qui vise à harmoniser l'application effective du RGPD et la coordination entre les autorités de contrôle.

Au niveau national, la CNIL assurera sa participation à ce groupe de travail européen **au travers de procédures de contrôles visant cinq ministères.**

En substance, il convient de faire de la veille et de voir l'avancement des positions internationales, nous ne sommes pas sur une problématique franco-française.

Plusieurs pistes sont évoquées : actions diplomatiques, ou trois Clouds (entrant dans les offres labellisées « cloud de confiance ») pouvant accueillir les outils Microsoft avec un calendrier de commercialisation début 2023 :

Offre Bleu : Microsoft, Capgemini et Orange

Cloud de Confiance de [Google et Thales](#)

Cloud de Confiance de [Whaller et OVH Cloud](#)

Enfin [GAIA-X au niveau Européen avance doucement](#)

<https://www.lemondeinformatique.fr/actualites/lire-gaia-x-le-cloud-souverain-europeen-enchaîne-retards-et-critiques-83457.html>

A **titre d'information** un document intéressant fait par AWS (Amazon) sur les transferts de données, ce document a été fait pour aider les clients à justifier des mesures prises et de leur robustesse. Et qui tentent surtout d'être en adéquation avec la règlement Européenne ;

Le document inclus les mesures supplémentaires demandées par l'EDPB

https://edpb.europa.eu/sites/default/files/consultation/edpb_recommandations_202001_supplementarymeasures_restransferstools_fr.pdf

Cela montre que la partie contractuelle et documentation peut être travaillée pour répondre aux exigences des réglementations afférentes à la protection des données.

Conseil d'Etat

Conseil d'État, Juge des référés, 19/06/2020, 440916, Inédit au recueil Lebon

[...] Enfin, le Clarifying Lawful Overseas Use of Data Act ou " Cloud Act " prévoit que les sociétés soumises au droit américain peuvent être tenues de fournir des données qu'elles contrôlent, quel que soit [...]

Délibérations CNIL

Délibération n° 2017-178 du 1er juin 2017 portant avis sur deux projets de décrets portant application de l'article 87 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique relatif au service de coffre-fort numérique (saisine n° AV 17007726)

[...] Par ailleurs, la commission rappelle que ces services de coffre-fort numérique peuvent être des services d'informatique en nuage (cloud computing) ou, simplement, impliquer des transferts de données vers [...]

Délibération n° 2017-272 du 12 octobre 2017 portant avis sur un projet de décret en Conseil d'Etat relatif à l'hébergement de données de santé à caractère personnel et modifiant le code de la santé publique (demande d'avis n° 17017671)

[...] Une interrogation similaire se présente notamment pour les offres de stockage sur des serveurs distants (cloud computing) à destination des particuliers, qui ne présenteraient pas expressément leurs [...]

Décision n° MED 2018-022 du 25 juin 2018 mettant en demeure la société X

[...] un sous-traitant La délégation a été informée que les données des utilisateurs des applications mobiles collectées sont intégrées dans la base de données Matcher2 hébergée via les services de Google Cloud [...]

Délibération n° 2020-025 du 6 février 2020 portant avis sur la demande d'agrément présentée par la Centrale d'achat de l'informatique hospitalière, candidate à l'hébergement de données de santé à caractère personnel (Saisine n° 18004560)

[...] la certification HDS de Microsoft ; le périmètre exclut de façon explicite le service d'Active Directory d'Azure (Azure AD) permettant d'assurer la gestion de l'accès et des identités basés sur le Cloud [...]

[Délibération n° 2020-027 du 27 février 2020 portant avis sur un projet de traitement automatisé de données à caractère personnel nécessaire à la réalisation d'une enquête dénommée « Immigrants chinois à Paris et en région parisienne » \(CHIPRE\) \(demande d'avis n° 2214563\)](#)

[...] La Commission, qui prend acte de l'engagement de l'INED selon lequel seul le cloud de l'INED hébergera les données personnelles collectées, rappelle qu'il convient de mettre en œuvre les mesures de sécurité [...]

[Délibération n° 2020-056 du 25 mai 2020 portant avis sur un projet de décret relatif à l'application mobile dénommée « StopCovid » \(demande d'avis n° 20008032\)](#)

[...] La Commission prend acte de ce que le fournisseur de service d'informatique en nuage (cloud computing) hébergeant l'infrastructure de l'application, agissant en qualité de sous-traitant, possède des [...]

Divers

[Décret n° 2018-566 du 2 juillet 2018 portant publication de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc relatif au développement de la plateforme Maroc Université numérique \(ensemble deux annexes\), signé à Rabat le 16 novembre 2017 \(1\)](#)

Article

[...] Cette plateforme est hébergée dans un cloud (infrastructure dans laquelle la puissance de calcul et le stockage sont gérés par des serveurs distants) en France. [...] Les données de la plateforme sont enregistrées dans un cloud basé en France. [...]

Pour aller plus loin

https://techcrunch.com/2022/02/15/edpb-cef-public-sector-cloud/?guccounter=1&guce_referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2xlLmNvbS8&guce_referrer_sig=AQAADiN-t3RpQkRr7bWnDqTcex06YrgdsfHnczbQBFi3XxbEr4wKpWHmR9Z80P7DAJvyOLc4JaFsyhb_SiqFQ9HkE0ZJ_CCIkkrD9Y4Od-3_Uqeh-10Ha5F3ZYmMktjDSyRo7qtLrAz5B9yjKHdibAsu1m94LvoyrIjdVO8kd93ICRb